

Annexe 8

Formation à la sécurité en direction des élèves

En formation professionnelle ou technologique

Article R.4141-1 à 20 du Code du travail

L'information sur les risques pour la santé et la sécurité au travail ainsi que la formation à la sécurité pour l'utilisation des équipements de travail et produits dans le cadre de la formation professionnelle doit être :

- Dispensée aux élèves à leur arrivée dans l'atelier professionnel et chaque fois que cela est nécessaire (article R.4141-2) ;
- Transcrite dans un document daté remis à l'élève.
- Faire l'objet d'une reconnaissance d'information/formation signée par l'élève et archivée.

La formation à la sécurité a pour objet d'instruire l'élève sur les précautions à prendre pour assurer sa propre sécurité et celles des autres travailleurs de l'établissement. Elle doit être réalisée par des personnels compétents (ayant suivi une formation à la prévention des risques professionnels selon la méthodologie INRS)

Dans cette information et formation à la sécurité, les éléments ci-dessous doivent être pris en compte :

Sur le lieu de travail (établissement) :

- Conditions de circulation dans l'établissement (véhicules, engins, piétons). Le contenu de cette formation est détaillé dans le Code du travail (article R.4141-11) ;
- Consigne de sécurité incendie (affiches, issues et dégagements de secours à utiliser en cas de sinistre) ;
- Consignes d'évacuation (ou de mise à l'abri) en cas d'explosion, de dégagements accidentels de gaz, dispersion accidentelle de liquide inflammable ou toxique ;
- Fonctionnement des dispositifs de protection et de secours et les motifs de leur emploi ;
- Conduite à tenir en cas d'accident ou d'intoxication (rappel des secours, dispositions à prendre en cas d'accident ou de sinistre) (article R.4141-17 du Code du travail) ;
- Règlement intérieur du lieu de travail.

Cette formation doit être dispensée lors de l'arrivée des élèves et en cas de modification des conditions habituelles de circulation dans l'établissement (Travaux, réhabilitation ...). Elle doit être dispensée dans le mois qui suit l'affectation de l'élève dans l'atelier professionnel (article R.4141-20 du Code du travail).

Sur l'organisation du travail (atelier, plateau technique) :

- voies de circulation dans la zone de travail ;
- équipement de protection collective (EPC) : garde-corps, ventilation-aspiration, capot insonorisant, etc. ;
- équipement de protection individuelle (EPI) : chaussures, gants, lunettes, casque, protecteur contre le bruit, etc. ;
- la tenue de travail (vêtement de travail) ;

- les procédures de travail en sécurité (comportement, gestes, modes opératoires : faire une démonstration des conditions d'exécution du travail si nécessaire.

Sur le poste de travail (équipements de travail, activités) :

- Aptitude médicale ;
- Fiche de poste (affichage, consignes d'exécution, fiche de sécurité de l'équipement de travail, fiches de données de sécurité) ;
- Équipement de protection individuelle (EPI) spécifique à l'activité : masque de soudeur, lunettes, gants spécifiques, etc.
- Consignation du poste ou de l'équipement (électricité, fluide, pièce mécanique)
- Travail en équipe ou seul.

Formations spécifiques en fonction des filières :

- Habilitation électrique : la formation qui précède l'habilitation électrique délivrée par l'employeur doit obligatoirement être renouvelée, avec des recyclages, pour que l'habilitation soit maintenue. La périodicité du recyclage est déterminée par l'employeur mais la périodicité recommandée est de 3 ans, (norme NF C 18-510). Délivrée en général pour une période de trois ans, l'habilitation doit néanmoins être questionnée avant chaque intervention : l'habilitation est-elle en adéquation avec les travaux à réaliser ? Le comportement de l'élève est-il toujours en phase avec les règles de sécurité ?
- La formation ouvrant droit à l'obtention de CACES (certificat d'aptitude à la conduite d'engin en sécurité) qui est un examen probant permettant la délivrance d'une autorisation de conduite doit également faire l'objet d'un suivi pour assurer le recyclage et le maintien des compétences. Le Code du travail précise que cette formation est complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire.
-

Maintien de la formation en sécurité

Le maintien de la formation en sécurité s'impose au chef d'établissement. Celui-ci doit respecter les exigences réglementaires. Les actions de maintien de la formation en sécurité doivent être réalisées pour garantir et renforcer les compétences des élèves et pas seulement parce que c'est obligatoire.

Le maintien de la formation en sécurité portera sur :

- Les changements dans les postes de travail existants ;
- Les nouveaux postes de travail ;
- Le maintien de la culture sécurité ;
- Les évolutions légales, réglementaires et normatives,
- La mise à jour de la culture sécurité pour tout élève en formation professionnelle au moins une fois par an.

La **Commission d'hygiène et de sécurité** de l'établissement **doit être associée** à la démarche en présentant les projets liés à la formation à la sécurité et à son maintien.